CORRIGÉ INDICATIF DE LA PREMIÈRE PARTIE (12 points)

Dossier n° 1 (3 points)

1) Traitement comptable des instruments d'emprunt dont la détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. (1,5 points)

Étant donné que pour la banque « M » la détention des 5.000 obligations « Y » s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels (qui sont uniquement des paiements relatifs au principal et à des intérêts calculés sur ce principal) et par la vente d'actifs financiers, ces instruments d'emprunt doivent être classés dans la catégorie « *Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global* ». (0,25 point)

Après leur comptabilisation initiale, les instruments d'emprunt sont évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (JVAERG) sans aucune déduction au titre des coûts de transaction qui peuvent être encourus lors de leur vente.

Les variations de juste valeur des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG sont comptabilisées en autres éléments du résultat global (AERG) recyclables en résultat net. (0,25 point)

Les dépréciations sur instruments d'emprunt classés en actifs financiers évalués à la JVAERG sont comptabilisées en résultat net en contrepartie des AERG. Elles n'ont donc pas pour effet de modifier la valeur comptable de l'actif financier. (0,25 point)

Les intérêts calculés conformément à la méthode du TIE et les gains ou pertes de change sont comptabilisés en résultat net. (0,25 point)

Les instruments d'emprunt classés à la JVAERG sont comptabilisés à leur juste valeur en date de reclassement au « coût amorti » ou en « juste valeur par résultat net ».

Lors de la cession d'un instrument d'emprunt évalué à la JVAERG, les montants qui ont été accumulés en autres éléments du résultat global (capitaux propres) au titre des variations de juste valeur de l'actif financier sont recyclés en résultat net. (0,25 point)

En l'absence de coûts de transaction et de prime de remboursement, le taux d'intérêt effectif relatif aux obligations « Y » s'établit à 8% pour la banque « M ». (0,25 point)

$$500.000 = 40.000/(1,08) + 40.000/(1,08)^2 + 40.000/(1,08)^3 + 540.000/(1,08)^4$$

Lors de la comptabilisation initiale, la banque « M » détermine qu'il ne s'agit pas d'un actif déprécié dès son acquisition ou sa création.

2) Écritures comptables relatives aux exercices 2020 et 2021 (1,5 points)

➤ *Exercice 2020*

01/01/2020 (0,25 point)		
Actifs financiers - JVAERG (B) [5.000*100] + 0]	500.000	
Trésorerie (B)		500.000

31/12/2020 (0,25 point)		
Trésorerie (B) [500.000*8%]	40.000	
Produits des placements - intérêts (R)		40.000

Le montant des intérêts calculés par application du TIE, relatifs à l'année 2020, coïncide avec celui des intérêts contractuels versés à la banque « M » au titre de la même période, étant donné que les obligations « Y » ont été acquises à leur valeur nominale et qu'il n'y a pas de coûts de transaction et de PRO.

31/12/2020 (0,25 point)		
Perte de valeur (résultat net) (R)	15.000	
Autres éléments du résultat global (B)	10.000	
Actifs financiers - JVAERG (B)		25.000

31/12/2020 (0,25 point)		
Actif d'impôt différé (B) [25.000*35%]	8.750	
Produit d'impôt différé (R) [15.000*35%]		5.250
Autres éléments du résultat global (B) [10.000*35%]		3.500

La banque « M » indiquera dans ses états financiers que le cumul des dépréciations est de 15.000 TND.

➤ **Exercice 2021**

01/01/2021 (0,25 point)		
Trésorerie (B)	475.000	
Actifs financiers - JVAERG (B)		475.000

01/01/2021 (0,25 point)		
Perte (résultat net) (R) [10.000 - 3.500]	6.500	
Autres éléments du résultat global (B)		6.500

31/12/2020 (0,25 point)		
Charge d'impôt différé (R)	8.750	
Actif d'impôt différé (B)		8.750

Dossier n° 2 (6 points)

IFRS applicable : IFRS 16, Contrats de location

1) Traitement comptable du contrat de location initial et passation des écritures comptables relatives à l'exercice 2019 (3 points)

La filiale « F1 » doit comptabiliser initialement un actif au titre du droit d'utilisation (actif) en contrepartie d'une obligation locative (passif) se rattachant au contrat de location. (0,25 point)

À la date de début, le preneur doit évaluer l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés. La valeur actualisée des paiements de loyers doit être calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. (0,25 point)

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut pas être déterminé facilement (notamment en l'absence d'information sur la juste valeur de l'actif sous-jacent à la fin du contrat de location). C'est le taux d'emprunt marginal de la filiale « F1 » de 10% par année qui est utilisé ; il reflète le taux fixe auquel la filiale « F1 » pourrait emprunter un montant similaire à la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation, dans la même monnaie, pour une durée de 4 ans, avec une garantie similaire. (0,25 point)

À la date de début, la filiale « F1 » doit évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation au coût. Ce dernier se compose du montant initial de l'obligation locative et des coûts directs initiaux. **(0,25 point)**

À la date de début, la filiale « F1 » engage les coûts directs initiaux (25.835 TND), évalue l'obligation locative à la valeur actualisée des quatre paiements de 260.000 TND, établie au moyen du taux d'intérêt de 10% par année, soit 824.165 TND [$260.000/(1,1) + 260.000/(1,1)^2 + 260.000/(1,1)^3 + 260.000/(1,1)^4$] et passe les écritures comptables suivantes : **(0,25 point)**

01/01/2019 (0,25 point)		
Actif au titre du droit d'utilisation (B)	824.165	
Obligation locative (B)		824.165

01/01/2019 (0,25 point)		
Actif au titre du droit d'utilisation (B)	25.835	
Trésorerie (B) - coûts directs initiaux		25.835

Après la date de début et en appliquant le modèle du coût, la filiale « F1 » doit évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation au coût :

- diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur ; et
- ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative (voir ci-après).

Après la date de début, la filiale « F1 » doit évaluer l'obligation locative en faisant ce qui suit :

- augmenter la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative ;
- réduire la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués ;
- réévaluer la valeur comptable pour refléter, le cas échéant, la nouvelle appréciation de l'obligation locative ou les modifications de contrat de location (spécifiées dans IFRS 16), ou pour refléter la révision des paiements de loyers qui sont en substance des paiements fixes.

L'actif au titre du droit d'utilisation et l'obligation locative s'établissent comme suit pour les années 2019 à 2022 :

(0,5 point)

Année	Obligation locative				Actif au titre du droit d'utilisation		
	Solde d'ouverture	Paiement de loyer	Charge d'intérêt à 10%	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Dotations aux amortissements	Solde de clôture
2019	824.165	260 000	82.417	646.582	850.000	212.500	637.500
2020	646.582	260.000	64.658	451.240	637.500	212.500	425.000
2021	451.240	260.000	45.124	236.364	425.000	212.500	212.500
2022	236.364	260.000	23.636	-	212.500	212.500	-

Il s'ensuit que les écritures comptables suivantes doivent être passées par la filiale « F1 » au titre de l'exercice 2019 :

31/12/2019 (0,25 point)		
Charge d'intérêts (R) $824.165 \times 10\%$	82.417	
Obligation locative (B)		82.417

31/12/2019 (0,25 point)		
Obligation locative (B)	260.000	
Trésorerie (B)		260.000

31/12/2019 (0,25 point)		
Dotation aux amortissements (R)	212.500	
Actif au titre du droit d'utilisation - amortissements (B)		212.500

2) Traitement comptable de la modification ayant diminué l'étendue du contrat de location et passation des écritures comptables relatives à l'exercice 2021 (3 points)

Le preneur doit considérer une modification de contrat de location comme un contrat de location distinct si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la modification élargit l'étendue du contrat de location par l'ajout d'un droit d'utiliser un ou plusieurs actifs sous-jacents ;
- la contrepartie prévue au contrat de location augmente d'un montant proportionné au prix distinct du droit d'utilisation ajouté, compte tenu, le cas échéant, des ajustements appropriés apportés à ce prix pour refléter les circonstances propres au contrat.

Dans le cas où la modification de contrat de location n'est pas traitée comme un contrat de location distinct, le preneur doit refléter la réévaluation de l'obligation locative en faisant ce qui suit :

- pour une modification qui diminue l'étendue du contrat de location, réduire la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation pour refléter la résiliation partielle ou totale du contrat de location, et comptabiliser en résultat net tout profit ou perte se rattachant à cette résiliation ;
- pour toute autre modification de contrat de location, apporter à l'actif au titre du droit d'utilisation un ajustement correspondant. (0,5 point)

À la date d'entrée en vigueur de la modification (au début de l'année 2021), la filiale « F1 » réévalue l'obligation locative en fonction de ce qui suit : (0,25 point)

- une durée restante du contrat de location de deux ans ;
- des paiements annuels de 150.000 TND ; et
- le taux d'emprunt marginal à la date d'entrée en vigueur de la modification de 8% par année.

L'obligation locative se chiffre à 267.490 TND [$150.000/(1,08) + 150.000/(1,08)^2$]. (0,25 point)

La filiale « F1 » doit déterminer la diminution proportionnelle de la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation en fonction de la portion restante de cet actif (soit 500 mètres carrés, ou 50% de l'actif au titre du droit d'utilisation initial).

En multipliant l'actif au titre du droit d'utilisation antérieur à la modification (425.000 TND) par 50%, on obtient 212.500 TND. En multipliant l'obligation locative antérieure à la modification (451.240 TND) par 50%, on obtient 225.620 TND.

La filiale « F1 » doit réduire donc la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation de 212.500 TND et la valeur comptable de l'obligation locative de 225.620 TND. Elle comptabilise la différence entre la diminution de l'obligation locative et la diminution de l'actif au titre du droit d'utilisation (225.620 TND - 212.500 = 13.120 TND) en tant que profit en résultat net à la date d'entrée en vigueur de la modification (au début de l'année 2021). (0,5 point)

01/01/2021 (0,25 point)		
Obligation locative (B)	225.620	
Actif au titre du droit d'utilisation (B)		212.500
Profit sur modification de contrat de location		13.120

La filiale doit, en outre, comptabiliser la différence entre l'obligation locative restante de 225.620 TND et l'obligation locative modifiée de 267.490 TND (soit 41.870 TND) en tant qu'ajustement de l'actif au titre du droit d'utilisation afin de rendre compte du changement dans la contrepartie du contrat de location et de la révision du taux d'actualisation. (0,25 point)

01/01/2021 (0,25 point)		
Actif au titre du droit d'utilisation (B)	41.870	
Obligation locative (B)		41.870

Au 31/12/2021, la filiale « F1 » comptabilisera la charge d'intérêts sur l'obligation locative modifiée, le paiement du loyer annuel révisé et l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation ajusté comme suit :

31/12/2021 (0,25 point)		
Charge d'intérêts (R) $267.490 * 8\%$	21.399	
Obligation locative (B)		21.399

31/12/2021 (0,25 point)		
Obligation locative (B)	150.000	
Trésorerie (B)		150.000

31/12/2021 (0,25 point)		
Dotation aux amortissements (R) $[(425.000 - 212.500 + 41.870) * 1/2]$	127.185	
Actif au titre du droit d'utilisation - amortissements (B)		127.185

Dossier n° 3 (3 points)

IFRS applicable : IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients.

1) Traitement comptable du contrat de vente d'un yacht, conclu avec un client au début de l'année 2019 et comportant un paiement anticipé. (2 points)

Un contrat conclu avec un client comporte une composante financement importante si le calendrier des paiements procure au client ou à l'entité un avantage important relatif au financement. Une composante financement peut être explicitement stipulée dans le contrat ou sous-entendue dans les modalités de paiement convenues par les parties au contrat. (0,25 point)

Tous les faits et circonstances se rapportant au contrat doivent être pris en compte pour déterminer si une composante financement importante existe, notamment :

- la différence entre la contrepartie promise et le prix de vente au comptant des biens ou des services promis ;
- l'effet combiné des deux éléments suivants :
 - l'intervalle entre le moment où l'entité fournit les biens ou les services promis au client et le moment où ce dernier les paie ;
 - les taux d'intérêt qui prévalent sur le marché pertinent. (0,25 point)

La filiale « F2 » doit conclure que le contrat comporte une composante financement importante en raison de la période qui s'écoule entre le moment où le client paie l'actif et le moment où elle transfère l'actif au client, de même que des taux d'intérêt qui prévalent sur le marché. **(0,25 point)**

Lorsqu'une composante financement importante existe, le prix de transaction doit être ajusté pour tenir compte des effets de la valeur temps de l'argent, conformément à l'étape 3 du modèle de traitement des produits des activités ordinaires imposé par IFRS 15. Cet ajustement donne lieu à la comptabilisation par l'entité des produits des activités ordinaires au prix que le client paierait au comptant pour ces biens ou services au moment où ils lui sont fournis (c.-à-d. le « prix de vente au comptant »). **(0,25 point)**

L'effet du financement (c.-à-d. les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts) doit être présenté séparément des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec le client. De plus, les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts ne sont comptabilisés que dans la mesure où un actif sur contrat (ou une créance) ou un passif sur contrat est constaté lors de la comptabilisation d'un contrat conclu avec un client. **(0,25 point)**

Le taux d'actualisation utilisé doit refléter le taux qui aurait été appliqué dans le cadre d'une transaction de financement distincte entre l'entité et le client au moment de la passation du contrat. Il doit tenir compte des caractéristiques de crédit de la partie qui, aux termes du contrat, bénéficie du financement, ainsi que de toute sûreté réelle ou personnelle fournie par le client ou l'entité, y compris les actifs transférés dans le cadre du contrat. IFRS 15.64 **(0,25 point)**

Le taux d'intérêt implicite de la transaction est de 10%, soit le taux d'intérêt nécessaire pour que les deux modes de paiement possibles soient équivalents sur le plan économique. Il est calculé comme suit :

$$800.000 = 968.000 / (1+t)^2; \text{ d'où } t = 10\% \text{ (0,25 point)}$$

Cependant, la filiale « F2 » doit déterminer, conformément à IFRS 15.64, que le taux d'intérêt qui devrait être utilisé pour l'ajustement du montant de contrepartie promis est de 8%, ce qui correspond à son taux marginal d'endettement. **(0,25 point)**

Après la signature du contrat par l'ensemble des parties assujetties à la composante financement, le taux d'actualisation est figé et ne doit pas être modifié. **(0,25 point)**

2) Écritures comptables relatives aux exercices 2019 et 2020 (1 point)

➤ Exercice 2019

- a) Comptabilisation d'un passif sur contrat relativement au paiement de 800.000 TND reçu au moment de la passation du contrat :

01/01/2019 (0,25 point)		
Trésorerie (B)	800.000	
Passif sur contrat (B)		800.000

- b) Au cours des deux années qui suivent la passation du contrat et jusqu'à ce que l'actif soit transféré, la filiale « F2 » ajuste le montant de contrepartie promis (conformément à IFRS 15.65) et elle comptabilise progressivement le passif sur contrat en constatant l'intérêt à l'égard de 800.000 TND au taux de 8% pendant deux ans :

31/12/2019 (0,25 point)		
Charge d'intérêts (R) [800.000*8%]	64.000	
Passif sur contrat (B)		64.000

➤ **Exercice 2020**

31/12/2020 (0,25 point)		
Charge d'intérêts (R) $[(800.000+64.000)*8\%]$	69.120	
Passif sur contrat (B)		69.120

c) Comptabilisation des produits des activités ordinaires relativement au transfert de l'actif :

31/12/2020 (0,25 point)		
Passif sur contrat (B) $[800.000*(1,08)^2]$	933.120	
Produits des activités ordinaires (R)		933.120

CORRIGE INDICATIF DE LA DEUXIEME PARTIE (8 points)

Question 1 : (3 points)

a. Détermination de la valeur intrinsèque globale de la société "BLACK" (B) :

+ <i>Actif Net Comptable</i>	29 760	
± Plus (ou moins) valeurs sur titres "YELLOW"	0,01 Y – 2 000	<i>(0,125 point)</i>
- Non valeurs	(1 600)	<i>(0,125 point)</i>
+ Actif d'impôt latent sur non valeurs	400	<i>(0,125 point)</i>
= ANCC	26 560 + 0,01 Y	
+ GW	8 440	<i>(0,125 point)</i>
B = ANCC + GW	35 000 + 0,01 Y	

b. Détermination de la valeur intrinsèque globale de la société "YELLOW" (Y) :

+ <i>Actif Net Comptable</i>	327 530	
- Fonds commercial	(104 960)	<i>(0,125 point)</i>
+ Plus-values sur immobilisations corporelles	43 255	<i>(0,125 point)</i>
± Plus (ou moins) valeurs sur titres "CYAN"	0,15 C – 2 700	<i>(0,125 point)</i>
- Litiges non provisionnés au bilan	(22 300)	<i>(0,125 point)</i>
+ Actif d'impôt latent sur passifs non-inscrits	5 575	<i>(0,125 point)</i>
= ANCC	246 400 + 0,15 C	
+ GW ⁽¹⁾	251 800 – 0,075 C	
Y = ANCC + GW	498 200 + 0,075 C	

⁽¹⁾ Selon la méthode des praticiens (ou allemande) le GW se détermine selon la formule suivante :

$$GW = \frac{1}{2r} \times (CB_{ANCC} - r \times ANCC) \quad (0,25 \text{ point})$$

Avec : $CB_{ANCC} = 45\,000 \text{ mDT}$
 $r = 6\%$
 $ANCC = 246\,400 + 0,15 C$

Le GW serait égal à : $[45\,000 / (2 \times 6\%)] - (246\,400 + 0,15 C) / 2 = 251\,800 - 0,075 C$ *(0,125 point)*

c. Détermination de la valeur intrinsèque globale de la société "CYAN" (C) :

+ Actif Net Comptable	10 520	
+ Immobilisations incorporelles générées en interne	6 480	(0,125 point)
± Plus (ou moins) valeurs sur titres "BLACK"	0,05 B – 1 200	(0,125 point)
+ Actif d'impôt différé sur DTD	800	(0,125 point)
+ Actif d'impôt différé sur pertes fiscales	300	(0,125 point)
- Passif d'impôt différé sur DTI	(200)	(0,125 point)
= ANCC	16 700 + 0,05 B	
+ GW	5 300	(0,125 point)
C = ANCC + GW	22 000 + 0,05 B	

d. Système de 3 équations à 3 inconnues et détermination de B, Y et C :

$$\text{Avec : } \begin{cases} B = 35\,000 + 0,01 Y \\ Y = 498\,200 + 0,075 C \\ C = 22\,000 + 0,05 B \end{cases} \quad \text{On aura : } \begin{cases} B = 40\,000 \text{ mDT} & (0,25 \text{ point}) \\ Y = 500\,000 \text{ mDT} & (0,25 \text{ point}) \\ C = 24\,000 \text{ mDT} & (0,25 \text{ point}) \end{cases}$$

Question 2 : (1 point)

La valeur intrinsèque globale de "MAGENTA" (M) se détermine, en conséquence comme suit :

+ Actif Net Comptable	107 360	
± Plus (ou moins) valeurs sur titres "BLACK"	16 000	(0,125 point)
± Plus (ou moins) valeurs sur titres "YELLOW"	180 000	(0,125 point)
± Plus (ou moins) valeurs sur titres "CYAN"	2 200	(0,125 point)
- Non valeurs	(10 400)	(0,125 point)
- Passif d'impôt différé sur subventions d'investissement	(800)	(0,25 point)
+ Actif d'impôt latent sur non-valeurs	2 600	(0,125 point)
= ANCC	296 960	
+ GW	23 040	(0,125 point)
M = ANCC + GW	320 000	

Question 3 : (1 point)

a. Détermination des valeurs unitaires d'échange :

	MAGENTA (absorbante)	YELLOW (absorbée)	CYAN (absorbée)
Valeur intrinsèque (1)	320 000 000 DT	500 000 000 DT	24.000.000 DT
Nombre d'actions (2)	1 000 000	200 000	10 000
Valeur d'échange (1)/(2)	320 DT	2 500 DT	2 400 DT

(0,25 point)

(0,125 point)

(0,125 point)

b. Justification des parités d'échange :

$$PE = \frac{\text{MAGENTA}}{\text{YELLOW}} = \frac{320}{2\,500} = \frac{16}{125}$$

Soit 125 actions "MAGENTA" pour 16 actions "YELLOW". (0,25 point)

$$PE = \frac{\text{MAGENTA}}{\text{CYAN}} = \frac{320}{2\,400} = \frac{2}{15}$$

Soit 15 actions "MAGENTA" pour 2 actions "CYAN". (0,25 point)

Question 4 : (2,25 points)

a. Modalités de l'opération de fusion "MAGENTA" – "YELLOW" :

- Nombre d'actions à émettre $(200\,000 \times 125/16) \times (1-60\%)$ 625 000 (0,25 point)
- Capital à augmenter au nominal en mDT $(625\,000 \times 100)/1\,000$ 62 500 mDT (0,25 point)
- Prime de fusion $[625\,000 \times (320-100)/1000]$ 137 500 mDT (0,25 point)

b. Modalités de l'opération de fusion "MAGENTA" – "CYAN" :

Cette fusion pose un double problème : Le premier, concerne la détention directe de l'absorbante (Magenta) de 35% du capital de l'absorbée (CYAN). Le second, concerne la participation de "YELLOW" au capital de "CYAN" à hauteur de 15%.

Le premier problème sera résolu grâce au procédé de la fusion renonciation, comme suit :

- Nombre d'actions à émettre $(10\,000 \times 15/2) \times (1-35\%)$ 48 750 (0,25 point)
- Capital à augmenter au nominal en mDT $(48\,750 \times 100)/1\,000$ 4 875 mDT (0,25 point)
- Prime de fusion $[48\,750 \times (320-100)/1000]$ 10 725 mDT (0,25 point)

Pour le second problème, il y a lieu de mener un raisonnement qui s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la fusion entre MAGENTA et CYAN précède, un instant de raison, celle envisagée entre MAGENTA et YELLOW. Dans ce cas :

- Parmi les détenteurs de 65% du capital de CYAN (soit, 1-35%), figure YELLOW qui va se voir attribuer 11 250 actions émises par l'absorbante MAGENTA $(48\,750 \times 15\%/65\%)$.
- Lorsque MAGENTA absorbera, dans la foulée, YELLOW, les propres actions émises par l'absorbante (11 250 actions) seront apportées par l'absorbée YELLOW. La détention de ses propres actions est prohibée par l'article 88 de la loi n° 94-117 du 14/11/1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée et complétée par les textes subséquents. Il y a lieu, ainsi de réduire le capital de l'absorbante par annulation de ses propres actions.

- Nombre d'actions à "annuler" théoriquement $(48\,750 \times 15\%/65\%)$ 11 250 (0,25 point)
- Capital à réduire au nominal en mDT $(11\,250 \times 100)/1\,000$ 1 125 mDT (0,25 point)
- Prime de fusion liée aux actions "annulées" $[11\,250 \times (320-100)/1000]$ 2 475 mDT (0,25 point)

c. Synthèse des modalités de la double opération de fusion :

- Nombre d'actions à émettre [625 000 + 48 750 – 11 250]	662 500
- Capital à augmenter au nominal en mDT (662 500 x 100)/1 000	66 250 mDT
- Prime de fusion totale [662 500 x (320-100)/1000]	145 750 mDT

Question 5 : (0,75 points)

Lors de l'annulation des titres détenus par MAGENTA dans YELLOW et CYAN ainsi que des titres correspondant à la participation de 15% de YELLOW au capital de CYAN, des bonis et/ou malis de fusion seront constatés et correspondront, à la différence entre la juste valeur des titres annulés et leur valeur comptable.

a. Annulation des titres de participation détenus par "MAGENTA" dans "YELLOW" :

+ Juste valeur des 120.000 actions YELLOW annulées : (120 000 x2 500)/1000 (1)	300 000 mDT
- Valeur comptable des 120.000 actions YELLOW annulées (2)	120 000 mDT
= Boni de fusion (1) – (2) (0,25 point)	180 000 mDT

b. Annulation des titres de participation détenus par "MAGENTA" dans "CYAN" :

+ Juste valeur des 3.500 actions CYAN annulées : (3 500 x2 400)/1000 (1)	8 400 mDT
- Valeur comptable des 3.500 actions CYAN annulées (2)	6 200 mDT
= Boni de fusion (1) – (2) (0,25 point)	2 200 mDT

c. Annulation des titres de participation détenus par "YELLOW" dans "CYAN" :

+ Juste valeur des 1.500 actions CYAN annulées : (1 500 x2 400)/1000 (1)	3 600 mDT
- Valeur comptable des 1.500 actions CYAN annulées (2)	2 700 mDT
= Boni de fusion (1) – (2) (0,25 point)	900 mDT